EVALUATION DE LA DURABILITE DE VINGT-QUATRE (24) FORAGES REALISES PAR LE PROJET KOM-YILMA DANS DES ECOLES PRIMAIRES DES PROVINCES DU BAM ET DU SANMATENGA DANS LA REGION DU CENTRE-NORD AU BURKINA FASO

[DRAFT]

JANVIER 2018

DEMANDE DE PROPOSITIONS BF_17_ CONTRACT_V5187-612 002

Réalisée par

Centre d'Etudes et de Recherche en
Population Environnement et Santé
Etudes - Formation - Accompagnement - Conseil
15 BP 105 Ouagadougou 15 BURKINA FASO
Tel : +(226) 25 40 71 52 / 76 61 35 60
centrecerpes@gmail.com

TABLE DES MATIERES

Tableaux, graphiques **3**
Introduction **4**
I. Méthodologie d'évaluation de la durabilité des forages **5**
1.1. Les indicateurs de durabilité retenus 5
1.2. Les techniques et outils utilisés 6
1.3. Méthode d'échantillonnage 6
1.4. Traitement et analyse des données 6
1.5. Difficultés rencontrées et limites de l'étude 6
II. Résultats de l'étude **7**
2.1. Généralités sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement au Burkina 7
2.2. Etat des lieux des réalisations de CRS dans les zones cibles de l'étude 7
2.3. Situation des indicateurs de durabilité des points d'eau 9
2.3.1. Sur le plan institutionnel 9
2.3.2. Sur le plan du management 10
2.3.3. Sur le plan financier 10
2.3.4. Sur le plan technique 11
2.3.5. Sur le plan environnemental 12
2.4. Appréciation d'ensemble de la durabilité des points d'eau 12
2.4.1. Synthèse des indicateurs de durabilité 13
2.4.2. Analyse des tendances et risques de durabilité des points d'eau 13
Conclusions et recommandations **15**
Annexes **16**

Tableaux, graphiques

Tableaux

Tableau 1 : Eléments d'interprétation des scores 5
Tableau 2 : Localisation et descriptifs des forages retenus pour l'étude 8
Tableau 3 : Tendances générales des indicateurs de durabilité 13

Graphiques

Graphique 1 : Moyenne facteur institutionnel 9
Graphique 2 : Moyenne facteur management 10
Graphique 3 : Moyenne facteur financier 11
Graphique 4 : Moyenne facteur technique 11
Graphique 5 : Moyenne facteur environnemental 12

Introduction

Depuis 1960 CRS intervient au Burkina dans plusieurs secteurs de développement tels que l'agriculture, l'éducation, le secours d'urgence, la sécurité alimentaire, la paix et la justice, la santé maternelle et infantile, la prévention du VIH et du SIDA, la nutrition, l'eau et assainissement et la microfinance.

Le projet Kom Yilma (2014-2017) fait partie des appuis développés pour promouvoir les meilleures conditions d'accès des populations en général et du milieu scolaire en particulier à l'eau potable et à l'assainissement. Les champs d'action portent principalement sur l'amélioration de la santé en assistant les élèves, les enseignants, les parents et les membres de la communauté à adopter des comportements positifs dans le domaine du WASH.

Après Kom Yilma I, CRS a initié Kom Yilma II (2017-2020) pour renforcer les acquis et élargir les offres de services en eau potable et assainissement. Ce sont souvent des services publics de proximité qui nécessitent l'implication et l'apport des bénéficiaires et acteurs publiques locales pour en assurer la gestion efficace et durable. L'analyse de la durabilité des forages s'avère nécessaire d'autant plus que la réalisation des infrastructures est très coûteuse et hors de portée des finances locales.

La présente étude sur la durabilité des forages vise à faire l'état des lieux des points d'eau réalisés par CRS à travers Kom Yilma I. Il s'agira d'identifier et de décrire leurs fonctionnalités à caractériser sur la base d'indicateurs techniques, financiers, environnementaux, institutionnels et de gestion la durabilité des forages réalisés.
Après le rappel méthodologique, le présent rapport fait la synthèse des données de l'étude autour des points ci-après :

- Rappel sur la situation d'accès à l'eau potable et à l'assainissement au Burkina
- L'état des lieux des réalisations de points d'eau par le projet Kom Yilma ;
- La situation de durabilité des points d'eau ;
- L'analyse des risques de durabilité
- Conclusion et recommandations

I. Méthodologie d'évaluation de la durabilité des forages

1.1. Les indicateurs de durabilité retenus

L'analyse de la durabilité a été abordée à partir des cinq critères ci-dessous :

L'institutionnel
Le facteur institutionnel vise à répondre aux questions essentielles suivantes : une politique nationale, des normes et des directives pour l'approvisionnement en eau géré par la communauté et une législation habilitante sont-elles en place ? Existe-t-il un comité de l'eau constitué conformément aux normes nationales ? Les rôles et les responsabilités des organes locaux de gestion des points d'eau et les arrangements de propriété sont-ils clairement définis ?

Le Management
Au niveau du management, il s'agit de vérifier la situation des questionnements ci-après : Existe-t-il un système national de suivi mis à jour ou une base de données disponible ? Y a-t-il un appui au renforcement des capacités des communes par le niveau national ? Y a-t-il un suivi monitoring régulier des services en charge de l'eau et des fournisseurs des services de gestion communautaire de l'eau ? Existe-t-il un comité d'eau représentatif qui gère activement le point d'eau avec des rôles et des responsabilités clairement définis ? Les membres du comité de gestion des points d'eau participent-ils aux réunions de bilan et de prise de décisions et font-ils des rapports transparents ?

Le facteur financier
Pour le facteur financier, les questions suivantes ont été posées : les ressources sont-elles disponibles pour que la commune / service remplisse ses fonctions ? Le rajustement tarifaire est-il conforme aux réglementations nationales / locales, y compris le tarif social ? La collecte tarifaire est-elle régulière et suffisante ? Le comité de l'eau démontre-t-il une gestion financière et une comptabilité efficace ? Existe-t-il des mécanismes nationaux / locaux au-delà des contributions communautaires et des tarifs, pour couvrir les coûts du cycle de vie, tout en garantissant l'abordabilité, l'équité et la non-discrimination ?

Le facteur technique
Au niveau technique, nous avons retenu les questions ci-après : Existe-t-il des normes nationales / locales qui définissent la normalisation des équipements et des dispositions pour fournir des pièces de rechange ? Existe-t-il des normes nationales / locales qui définissent des niveaux de service acceptables avec des indicateurs et des seuils explicites (par exemple qualité de l'eau, quantité, accessibilité, etc.) ? Les connaissances, compétences et les pièces de rechange sont-elles disponibles pour effectuer les réparations et en temps opportun ? La pompe à main est-elle fonctionnelle et fournit-elle un niveau de service de base selon la politique nationale ? La pompe est-elle conforme aux normes en termes de localisation et de risque pour la santé publique ? Des connaissances et des pièces de rechange sont-elles disponibles pour effectuer l'entretien et les réparations en temps opportun ?

Le facteur environnemental
Enfin pour le facteur environnemental, nous avons retenu les questions essentielles ci-après : les normes nationales de protection de l'environnement sont-elles établies et appliquées aux services WASH ? Un plan national de gestion intégrée des ressources en eau est-elle en place, mis à jour régulièrement et appliqué à la planification des services WASH ? Un plan de gestion locale des bassins versants est-il en place, mis à jour régulièrement et appliqué à la planification des services WASH ? Les ressources naturelles sont-elles gérées pour soutenir la fourniture de services WASH durables ?
Au niveau de chaque facteur, des sous questions de contenu ont été utilisées pour permettre de les noter sur 100 points.
L'interprétation des scores a été faite comme suit sur la base des intervalles retenus.

Tableau 1 : Eléments d'interprétation des scores

Indicateur de durabilité	Score	Couleur indicative
Faible	0-49	
Moyen	50-74	
Satisfaisant	75-100	

1.2. Les techniques et outils utilisés

Pour la collecte des données, des entretiens collectifs ont été réalisés notamment avec des organes de gestion d'eau, à l'aide d'un guide, et ont permis de compléter et renforcer les données des entretiens individuels une grille d'évaluation. Nous avons également exploité des documents de référence en matière de gouvernance de l'eau, l'hygiène et l'assainissement, et fait l'observation directe des réalisations sur le terrain.
Dans le souci d'assurer aux données collectées un niveau acceptable de complétude et de fiabilité, nous avons procédé à une triangulation des techniques mais aussi des sources de collecte.

Le point détaillé des entretiens se présente comme suit :

- au niveau communautaire : des entretiens de groupe avec les membres des comités WASH ;
- au niveau communal : des entretiens avec le Point Focal Eau et Assainissement des communes dont relèvent les villages sites des forages échantillonnés ;
- au niveau régional : un entretien avec un agent de la Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement du Centre-Nord.

La collecte des données a été effectuée par trois agents répartis comme suit : deux aux niveaux communautaire et communal et un au niveau régional. Ils ont bénéficié d'une journée de formation en vue de s'approprier les objectifs de l'exercice et d'harmoniser leurs compréhensions du contenu des outils de collecte (critères et sous-critères) et du mode de notation.

1.3. Méthode d'échantillonnage

Les points d'eau retenus pour cette enquête sont les forages réalisés il y a au moins deux (2) ans pour le compte de phase I du projet Kom-Yilma. Vingt-quatre (24) forages ont ainsi été sélectionnés et sont répartis comme suit : huit (8) dans la province du Bam et seize (16) dans le Sanmatenga.

1.4. Traitement et analyse des données

Les données collectées, traitées manuellement et mises ensemble, ont permis d'affecter des scores aux points d'appréciation (sous-critères) contenus dans la grille d'évaluation et de calculer des moyennes pour les cinq (5) critères que sont : l'institutionnel, le management, les facteurs financier, technique et environnemental.
Une analyse de contenu des données traitées a permis de dégager les tendances critiques par critère et d'en expliquer les causes. Cela a été aussi le lieu de déterminer les leçons à tirer et les recommandations à formuler pour améliorer et renforcer la durabilité des investissements.

1.5. Difficultés rencontrées et limites de l'étude

D'une manière générale, à l'exception de trois (3) comités WASH représentés par seulement une personne (l'enseignant membre du comité en général), les personnes ou groupes de personnes ciblés par la collecte se sont montrés disponibles. Ils ont tous montré, par ailleurs, de l'intérêt pour l'exercice. Cependant, compte tenu de son originalité, notamment le mode de collecte et de confirmation par triangulation, il nous aurait fallu disposer de plus de temps afin d'être sûrs d'avoir pris en compte toutes les exigences d'un tel exercice. En effet, la collecte ayant été faite en dix (10) jours, certains besoins d'approfondissement et de validation d'informations n'ont pu être pris en compte comme nous l'aurions souhaité.
En rappel, les agents commis à la collecte des données ont bénéficié d'une formation afin de se familiariser à la méthode de collecte et de notation. Néanmoins, à l'étape d'affectation des scores, il a souvent subsisté un sentiment de subjectivité dans l'appréciation de certaines données, notamment aux niveaux communal et communautaires où deux agents ont évolué séparément.

II. Résultats de l'étude

2.1. Généralités sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement au Burkina

La nouvelle constitution du Burkina en cours de finalisation consacre le droit à l'eau potable et à l'assainissement de façon explicite. Cet engagement situe l'intérêt et la volonté des politiques publiques de rendre effectif l'accès au droit à l'eau potable et à l'assainissement pour tous.

En 2015, près de 40% de la population burkinabè vivait dans le tertile des ménages les plus pauvres, et 2 enfants sur 5 âgés de 0 à 14 ans grandissaient dans ces ménages. Seuls 53,6% de ces ménages avaient accès à des sources d'eau améliorées en comparaison à 87,4% des ménages au bien-être économique plus élevé.

Selon une étude menée par le Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement (PN-AEPA) et dont les résultats ont été rendus disponibles en 2015, le taux d'accès à l'eau potable est passé de 52,5% en 2007 à 65% en 2015 en milieu rural et de 68% en 2007 à 90% en 2015 en milieu urbain. S'agissant du taux d'accès à l'assainissement, il est passé de 1% en 2011 à 12% en 2015 en milieu rural et de 15% en 2007 à 34,2% en 2015 en milieu urbain.

Indépendamment du statut de bien-être économique et de milieu de résidence, il existe un gap significatif dans l'accès des ménages aux installations sanitaires améliorées : globalement, ils étaient 66% des ménages à avoir accès à des sources d'eau améliorées[1] et 13% pour ce qui concerne les installations sanitaires améliorées, selon la première source citée.

Prenant la mesure de ce constat pas très reluisant, le Programme présidentiel d'urgence 2015-2020 fait de l'eau et l'assainissement une composante prioritaire qui vise à pallier diligemment les faibles taux d'accès à l'eau et à l'assainissement. Il a ainsi été décidé d'investir un montant total de 8,929 milliards de FCFA au profit du Programme d'Urgence Présidentiel dans ses Composantes Eau et Assainissement (PUCEA) pour une période de 5 ans. Il est prévu la réalisation de 7 500 forages neufs dont 1.500 par an, la réhabilitation de 2.500 forages à raison de 500 par an, avec en ligne de mire un taux d'accès à l'eau potable de 79% ; mais aussi la construction de 280.000 latrines dont 76.000 par an, la construction de 25.000 puisards dont 5.000 par an.

La situation d'ensemble n'est pas satisfaisante et ce surtout en milieu rural et en milieu scolaire où les infrastructures WASH sont nettement insuffisantes.

2.2. Etat des lieux des réalisations de CRS dans les zones cibles de l'étude

Localisation et descriptifs des forages cibles de l'étude

La mise en œuvre du projet Kom-Yilma I a permis de réaliser dans des écoles du Bam et du Sanmatenga des infrastructures WASH. A l'évaluation finale de cette première phase du projet en août 2017, 92 blocs de latrines avaient été réalisés et 33 en cours de réalisation ; de même, 59 forages étaient achevés contre 3 en cours de réalisation.

Pour répondre à la demande qui demeure forte, Kom Yilma II prévoit de poursuivre les réalisations WASH. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement fait partie de l'axe central de la théorie de changement du programme dans une logique de réponse efficace aux droits éducatifs des élèves. Il est alors prévu dans des écoles primaires la réalisation de 57 forages équipés de pompe à motricité humaine, la construction de 120 blocs de latrines dans les écoles (avec salle de rechange pour les blocs filles et urinoirs pour les blocs garçons) et 14 blocs de latrines dans les bissongos.

[1] Les Indicateurs ODD | PMA2017/Burkina Faso Vague 2

Les forages concernés par la présente étude de durabilité ont été sélectionnés parmi ceux réalisés pour le compte de la première phase du projet.

Tableau 2 : Localisation et descriptifs des forages retenus pour l'étude

N°	Site/école	Province	Département/CEB	Type de forage	Date de réalisation	Total usagers[2]
1	Alga	Bam	Bourzanga	India	Juin 2015	300
2	Saint Albert	Bam	Bourzanga	India	Juin 2015	200
3	Bonga	Bam	Bourzanga	India	Juin 2015	100
4	Igondga	Bam	Rollo	India	Juin 2015	300
5	Yibi	Bam	Rollo	India	Avril 2015	350
6	Sancé	Bam	Tikare	India	Mars 2015	360
7	Tikare B	Bam	Tikare	India	Avril 2014	450
8	Romtanghin	Bam	Zimtanga	India	juin 2015	150
9	Saint Antoine de Yimboulsa	Sanmatenga	Barsalogho 1	India	Avril 2015	300
10	Boulsbanogo	Sanmatenga	Barsalogho 1	India	Avril 2015	430
11	Bangrin	Sanmatenga	Barsalogho 1	India	Avril 2015	703
12	Secteur 3	Sanmatenga	Barsalogho 1	India	Avril 2015	146
13	Lougouma	Sanmatenga	Boussouma 1	India	Avril 2015	400
14	Tansoba Tanguin	Sanmatenga	Boussouma 2	India	Avril 2015	300
15	Med Sunnite kalambaogo	Sanmatenga	Kaya 1	India	Avril 2015	450
16	Koumlacre	Sanmatenga	Kaya 2	India	Avril 2015	1557
17	Foulla	Sanmatenga	Korsimoro 1	India	Avril 2015	400
18	Nidji	Sanmatenga	Korsimoro 2	India	Avril 2015	310
19	Noungou de Komestinga	Sanmatenga	Mane	India	Avril 2015	587
20	Mane Mossi	Sanmatenga	Mane	India	Avril 2015	600
21	Mo Boulga	Sanmatenga	Pensa	India	Avril 2015	1860
22	Nabmaneguem	Sanmatenga	Pissila 1	India	Avril 2015	920
23	Leba Prive	Sanmatenga	Ziga	India	7 Avril 2015	320
24	Ouagoule	Sanmatenga	Ziga	India	Février 2015	210

Source : Données d'enquête, étude d'évaluation de la durabilité des points d'eau KY, 2017

Toutes les PMH qui ont fait l'objet de l'étude sont de type *India*.

Forage de type India

Assurément parmi les pompes les plus répandues de nos jours du fait de leur relative simplicité et de leur robustesse, les PMH *India* présentent aussi l'avantage d'être facilement acceptées et de pouvoir être entretenues par les communautés.

[2] Estimations à partir des effectifs des écoles et du nombre des membres des ménages riverains

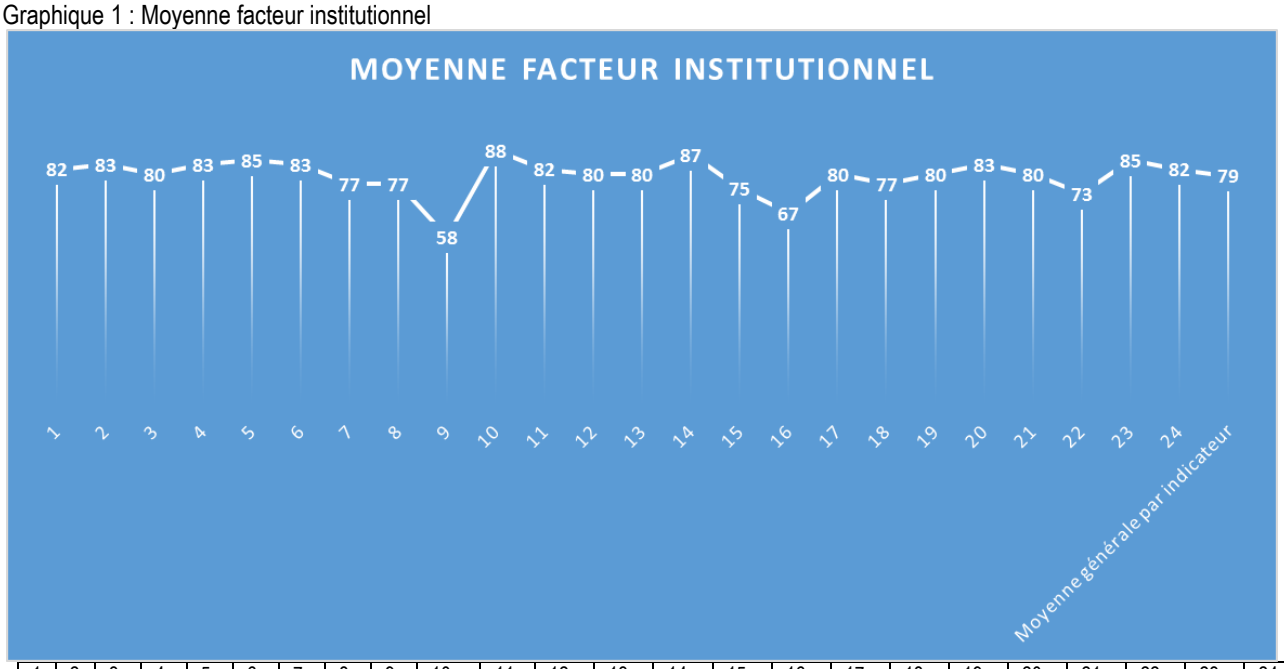
2.3. Situation des indicateurs de durabilité des points d'eau

Sur les 24 points d'eau identifiés, la situation de durabilité par indicateur clef se présente comme suit :

2.3.1. Sur le plan institutionnel

Sur le plan institutionnel, la plupart des forages, soit sur 21 sur 24 ont un niveau satisfaisant. Les indicateurs positifs relevés sur les sites qui confortent la qualité du facteur institutionnel sont entre autres les suivants : l'existence d'une politique, des normes et des directives émanant du niveau national pour la gestion l'eau par des organes locaux, l'existence de comités d'eau au niveau des différents évalués, une définition claire des rôles et responsabilités de ces comités locaux.

Graphique 1 : Moyenne facteur institutionnel



1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24

Source : Données d'enquête, étude d'évaluation de la durabilité des points d'eau KY, 2017

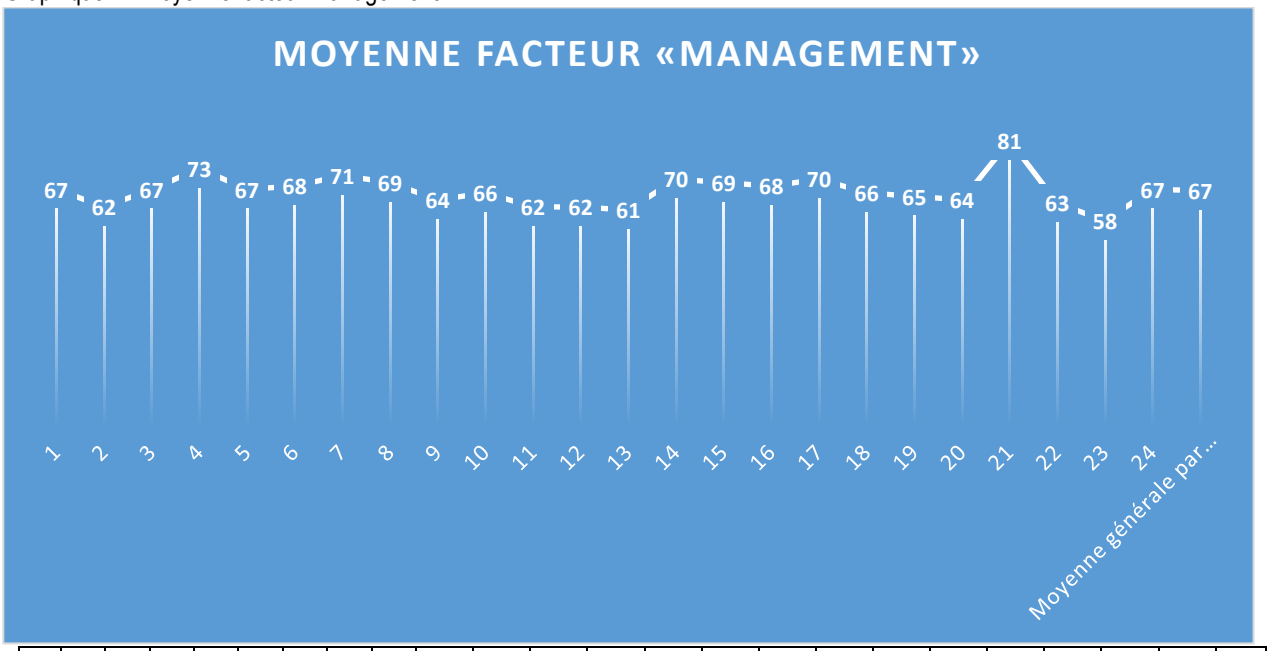
Trois sites ont un score moyen ; ce sont les forages de Saint Antoine de Yimboulsa, de Koumlacre et de Nabmaneguem dans le Sanmatenga où le principal point d'insuffisances est le faible niveau de compréhension des rôles et des responsabilités des structures en charge de la gestion de l'eau par les différents acteurs concernés.

D'une manière générale, la moyenne du facteur institutionnel est satisfaisante, soit 79 points, compris entre 75 et 100 comme indiqué dans la grille des scores.

2.3.2. Sur le plan du management

Ce facteur a un score global de durabilité moyen, soit 67 sur 100. Les forages ont enregistré des scores compris entre 58 et 81, le seul satisfaisant (81) ayant été enregistré à Mo Boulga.

Graphique 2 : Moyenne facteur management



1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24

Source : Données d'enquête, étude d'évaluation de la durabilité des points d'eau KY, 2017

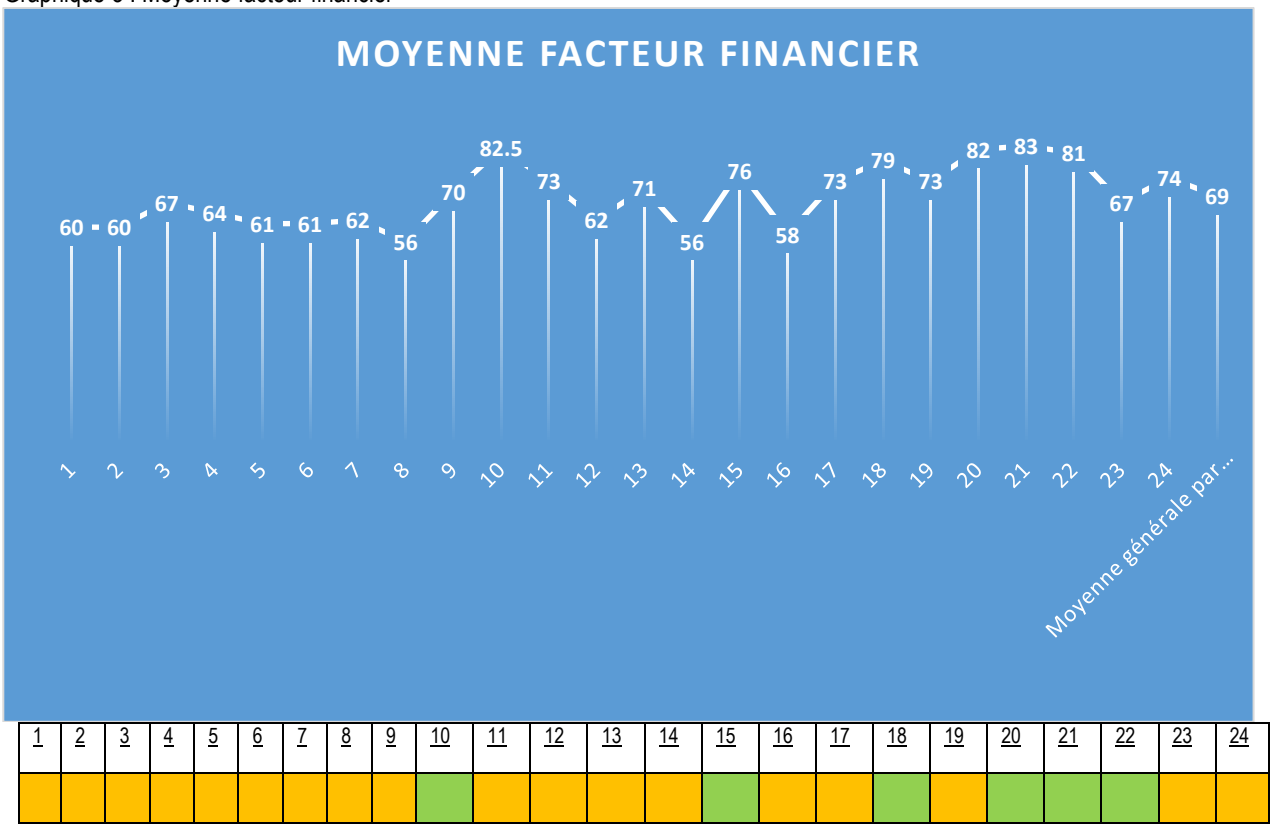
La tendance moyenne du facteur management est liée essentiellement aux indices ci-après relevés sur le terrain après échanges et observations des points d'eau : le faible niveau de compétence d'une partie des points focaux WASH des communes, la non tenue régulière des réunions par les organes de gestion et, par conséquent, le faible niveau de redevabilité de ces mêmes organes vis-à-vis de la communauté, notamment sur les plans administratif et financier.

2.3.3. Sur le plan financier

Le facteur financier affiche justement un score moyen d'ensemble pour les points d'eau, soit 66 points sur 100. A la différence du facteur « management », celui financier comporte plus de points d'eau ayant des scores satisfaisants tels que sur les sites suivants : Boulsbanogo, Med Sunnite kalambaogo, Nidji, Mané Mossi, Mo Boulga et Nabmaneguem.

Du point de vue des facteurs explicatifs de cette performance moyenne, on retient principalement les aspects ci-après : la quasi - inexistence des ressources au niveau communal pour assurer l'appui nécessaire au niveau communautaire (part du budget allouée au WASH généralement très faible quand il en existe), le faible niveau des cotisations des usagers pour l'entretien des infrastructures d'eau, mais aussi les insuffisances dans la gestion des fonds collectés (absence de compte bancaire, de registres financiers, d'un mécanisme clair de solidarité, etc.).

Graphique 3 : Moyenne facteur financier

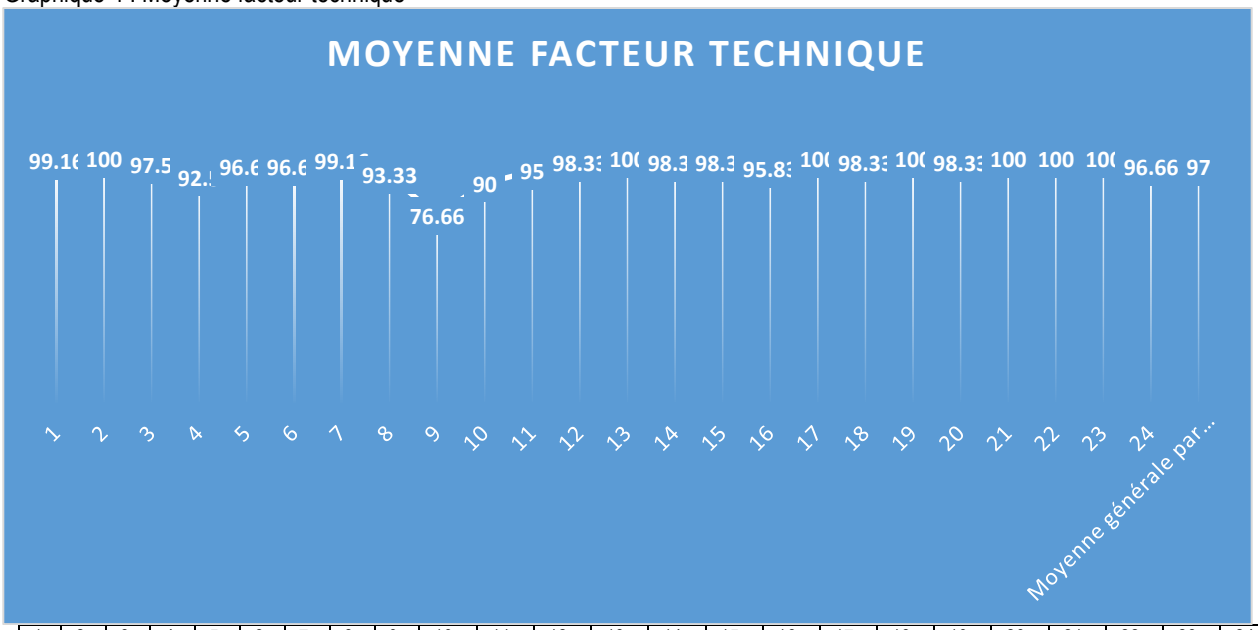


Source : Données d'enquête, étude d'évaluation de la durabilité des points d'eau KY, 2017

2.3.4. Sur le plan technique

Sur le plan technique, la moyenne des scores est très satisfaisante. Tous les points d'eau sont au vert, avec une moyenne de scores de 93 sur 100, donc comprise entre 75 et 100.

Graphique 4 : Moyenne facteur technique



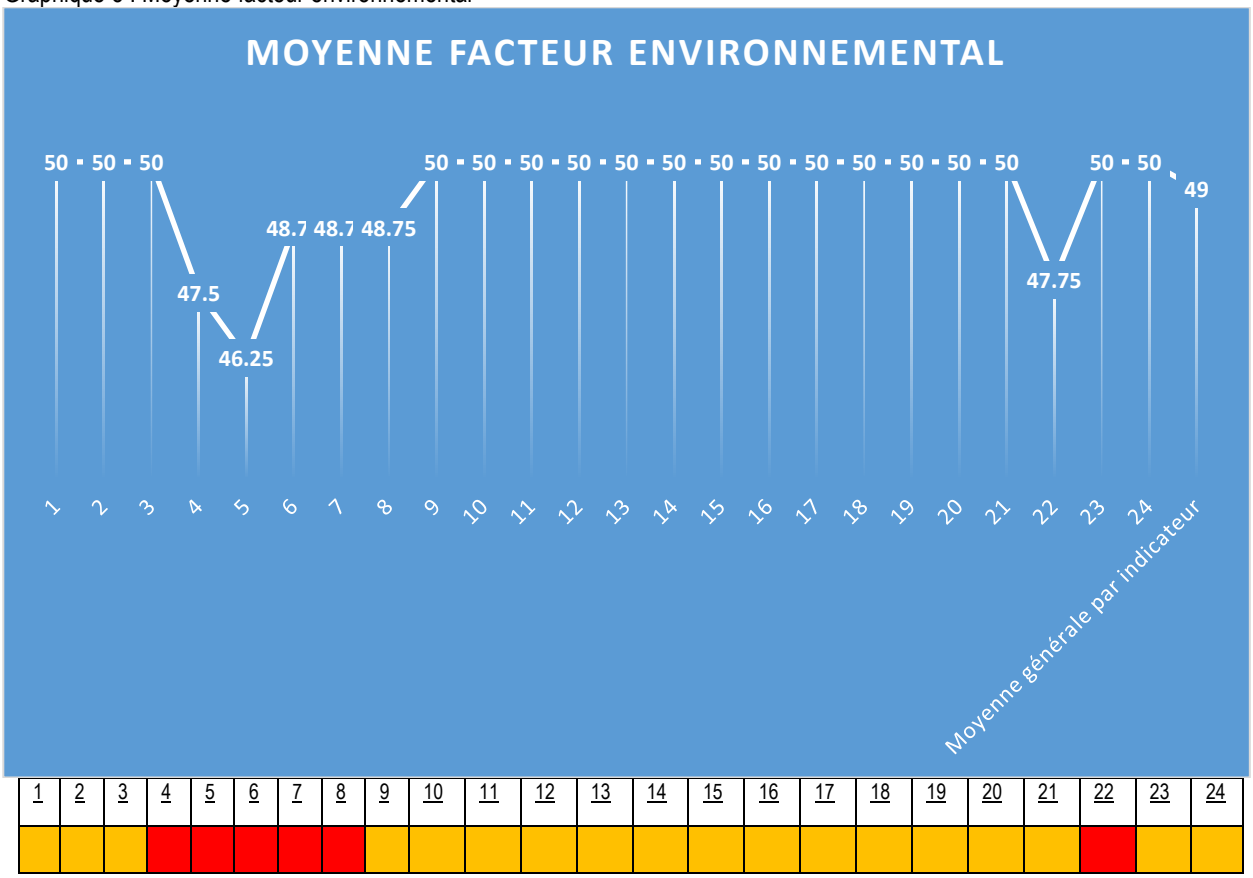
Source : Données d'enquête, étude d'évaluation de la durabilité des points d'eau KY, 2017

Cette bonne tendance des scores du facteur technique peut être expliquée par les principales raisons ci-après : le niveau de fonctionnalité des forages, la capacité des organes de gestion à assurer les tâches de maintenance, la compétence des artisans réparateurs et leur disponibilité ainsi que leur promptitude à réagir aux pannes. Il faut cependant reconnaître que la période de réalisation des forages ciblés par l'évaluation est relativement récente, ce qui a pu permettre de minimiser les cas de panne, et surtout qu'en cas de panne grave, les délais de réparations auraient été plus longs notamment à cause du problème de disponibilité des pièces de rechange à certains endroits de la zone.

2.3.5. Sur le plan environnemental

Au niveau environnemental, on observe une tendance générale faible avec une moyenne de score de 49 sur 100. 18 points d'eau sur 24 ont un score moyen, précisément 50, qui correspond à la valeur extrême inférieure, ce qui explique le niveau faible de la moyenne globale.

Graphique 5 : Moyenne facteur environnemental



1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24

Source : Données d'enquête, étude d'évaluation de la durabilité des points d'eau KY, 2017

La faible adéquation de la gestion des points d'eau avec le facteur environnemental tient, d'une part à la non connaissance de la quasi-totalité des normes environnementales en rapport avec l'approvisionnement en eau potable par les acteurs locaux et même par les agents de la DREA, et d'autre part au faible niveau d'application de celles qui sont connues.

2.4. Appréciation d'ensemble de la durabilité des points d'eau

2.4.1. Synthèse des indicateurs de durabilité

La situation d'ensemble permet de faire les constats ci-après relatifs aux facteurs de durabilité qui ont été appréciés.

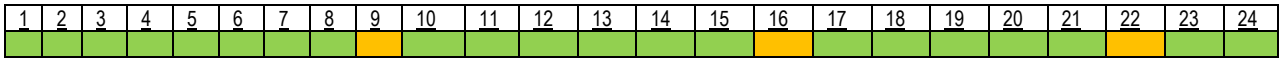
Tableau 3 : Tendances générales des indicateurs de durabilité

Indicateur de durabilité	Moyenne	Couleur indicative	Descriptif
Institutionnel	79		Satisfaisant
Management	67		Moyen
Financier	69		Moyen
Technique	97		Satisfaisant
Environnemental	49		Faible

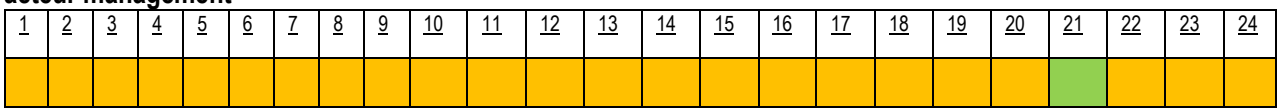
On relève que les facteurs institutionnels et techniques sont satisfaisants. Ceux de management et financier sont moyens et le facteur environnemental est dans la catégorie faible.

Un parallèle entre les scores par facteur de durabilité et par point d'eau permet de relever les tendances individuelles ci-après :

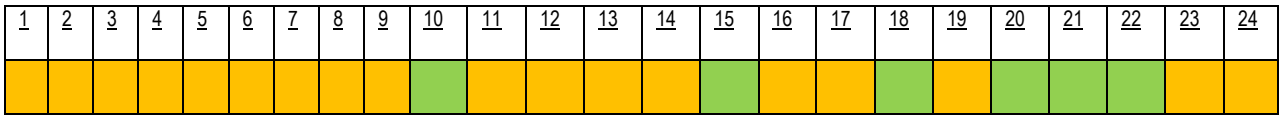
Facteur institutionnel



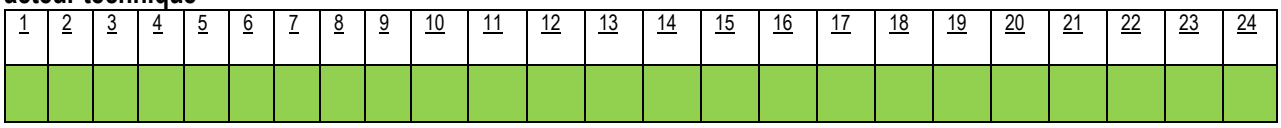
Facteur management



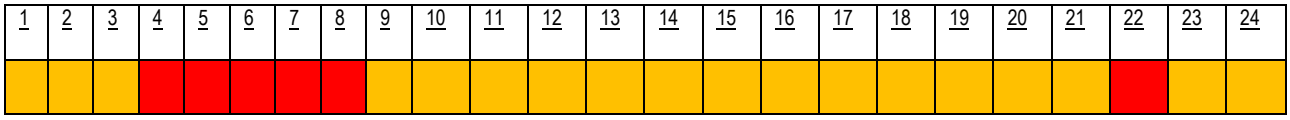
Facteur financier



Facteur technique



Facteur environnemental



D'un facteur de durabilité à l'autre, la situation des points d'eau est globalement instable. La plupart ont un score variant de moyen à satisfaisant. Seul le forage de Mo Boulga (N°21) affiche une situation satisfaisante pour 4 facteurs de durabilité sur 5. C'est un forage à fort potentiel de durabilité.

Les forages de Yibi, Igondga, Sancé, Tikaré B, Romtanghin et Nabmaneguem doivent être suivis avec attention, notamment au niveau du facteur environnemental qui demeure critique. Toujours pour ce facteur, 6 forages ont un score allant de 46,25 à 49 et les 11 autres, s'ils ont un score moyen, sont en réalité plus proche de la valeur extrême inférieure puisqu'ils ont tous un score de 50.

Par contre, pour le facteur technique, tous les forages ont un score satisfaisant.

Il en est presque de même pour le facteur institutionnel pour lequel seulement 3 forages ont un score moyen, tous les autres étant dans l'intervalle de 75 à 100 points.

2.4.2. Analyse des tendances et risques de durabilité des points d'eau

Un des points positifs des résultats du présent exercice d'évaluation de la durabilité des forages est la tendance très satisfaisante qui se dégage de l'appréciation du facteur technique. La stratégie privilégiée par le projet Kom-Yilma, en l'occurrence la mise en place des COGES, mais aussi la formation de leurs membres, montre qu'il n'y a pas d'autres

véritables alternatives pouvant assurer la durabilité technique des infrastructures d'eau. En effet, ces structures de gestion communautaire ont la responsabilité d'assurer : le service de l'eau, la maintenance des ouvrages, la vente de l'eau et la constitution d'une réserve financière par la mise en place d'un système de paiement de l'eau au volume ou par des cotisations régulières, le respect des règles d'hygiène et d'assainissement autour des points d'eau. Et les constats d'appropriation et d'approbation des processus de réalisation et de gestion de ces infrastructures par les comités WASH montrent bien l'efficacité de cette approche de gestion sociale de l'eau et ses effets sur la capacité de la communauté à assurer les tâches techniques de maintenance. En revanche, la pérennité de ces COGES, de même que leur suivi/soutien dans la durée, notamment par les services de gestion d'eau des communes, constituent un réel défi. Ce défi est d'autant plus grand que ces COGES et les services spécialisés des communes ont en commun l'inexistence ou l'insuffisance des ressources financières. L'explication de la tendance générale moyenne qui se dégage de l'appréciation du facteur financier réside en effet dans le faible niveau de mobilisation des ressources par les COGES pour répondre aux besoins d'entretien des infrastructures d'une part ; et d'autre part dans la faiblesse des parts de budget allouées par les communes aux questions WASH.

Du point de vue du management, le constat de compétences insuffisantes ou inadéquates d'une partie non négligeable des points focaux WASH des communes et la rareté des actions de renforcement de leurs capacités pose à nouveau le problème de manque de moyens financiers. Ce problème de compétence, mais aussi la non tenue régulière des réunions par les organes de gestion et, par conséquent, le faible niveau de redevabilité de ces mêmes organes vis-à-vis de la communauté, notamment sur les plans administratif et financier constituent des points de défi à prendre en compte.

Enfin, sur le plan environnemental où la plus faible moyenne (49) a été enregistrée, l'obstacle majeur est la non connaissance et/ou le faible niveau d'application des dispositions réglementaires. A titre d'exemple, dans la plupart des sites, si certains risques d'ordre environnemental sont pris en compte au moment de la réalisation des forages, les précautions élémentaires visant à préserver les environs des infrastructures ne sont pas toujours observées par les usagers.

Conclusions et recommandations

En matière de gouvernance de l'eau, *durabilité des forages* et *approche COGES* semblent aller de pair, au point que l'on pourrait penser que l'exercice d'évaluation de la durabilité des forages consiste essentiellement en une évaluation de l'approche COGES, telle que mise en application dans le cadre du projet Kom-Yilma. C'est parce que le modèle de gouvernance locale de l'eau par les COGES apparaît comme une garantie pour assurer la durabilité des infrastructures. En sus de l'approche communautaire, la recherche d'une meilleure gouvernance de l'eau au niveau local nécessite également une implication effective des structures décentralisées et déconcentrées, notamment par un appui technique mais aussi financier. Cela suppose, dans le contexte qu'est celui de cette évaluation, un renforcement des capacités de ces structures impliquées aux différents niveaux de la chaîne de de planification, de gestion, et de contrôle dans divers domaines que sont les formations, les ressources financières, l'équipement technique, etc.

Sur la base des analyses et des points de défi précédemment relevés, nous formulons les recommandations suivantes :

- un bon système d'entretien et de maintenance doit comprendre des comités de gestion, un réseau d'artisans réparateurs et un lieu de vente de pièces de rechange. Les magasins de pièces de rechange constituent l'élément manquant du système dans la zone de l'étude. Le projet Kom-Yilma pourrait, dans le cadre de la phase II, mettre en place des points de vente de ces pièces dont la gestion serait assurée par des acteurs privés, plutôt qu'aux COGES pour éviter d'introduire ou d'entretenir un réflexe d'assistanat en les impliquant directement ;

- améliorer l'approche actuelle en continuant à apporter un appui aux COGES avec un focus sur les questions de redevabilité et environnementales ;

- initier des actions de plaidoyer auprès des communes pour plus d'implication ;

- réfléchir à des stratégies de sortie possibles dès maintenant, afin de préparer notamment les communautés : par exemple, qui pourra prendre le relais pour le soutien des communautés ?

Annexes

Annexe 1 : Tableau synthèse des facteurs des 24 forages

N°	Provinces	CEB/ Département	Sites/ Ecole	Moyenne facteur institutionnel	Moyenne facteur «Management»	Moyenne facteur financier	Moyenne facteur technique	Moyenne facteur environnemental
1	Bam	Bourzanga	Alga	82	67	60	99,16	50
2	Bam	Bourzanga	Saint Albert	83	62	60	100	50
3	Bam	Bourzanga	Bonga	80	67	67	97,5	50
4	Bam	Bourzanga	Igondga	83	73	64	92,5	47,5
5	Bam	Rollo	Yibi	85	67	61	96,66	46,25
6	Bam	Tikare	Sance	83	68	61	96,66	48,75
7	Bam	Tikare	Tikare b	77	71	62	99,16	48,75
8	Bam	Zimtanga	Romtanghin	77	69	56	93,33	48,75
9	Sanmatenga	Barsalogho 1	Saint Antoine de Yimboulsa	58	64	70	76,66	50
10	Sanmatenga	Barsalogho 1	Boulsbanogo	88	66	82,5	90	50
11	Sanmatenga	Barsalogho 1	bangrin	82	62	73	95	50
12	Sanmatenga	Barsalogho 1	sect3	80	62	62	98,33	50
13	Sanmatenga	Boussouma 1	Lougouma	80	61	71	100	50
14	Sanmatenga	Boussouma 2	Tansoba Tanguin	87	70	56	98,33	50
15	Sanmatenga	Kaya 1	Med Sunnite kalambaogo	75	69	76	98,33	50
16	Sanmatenga	Kaya 2	Koumlacre	67	68	58	95,83	50
17	Sanmatenga	Korsimoro 1	Foulla	80	70	73	100	50
18	Sanmatenga	Korsimoro 2	Nidji	77	66	79	98,33	50
19	Sanmatenga	Mane	Noungou de Komestinga	80	65	73	100	50
20	Sanmatenga	Mane	Mane Mossi	83	64	82	98,33	50
21	Sanmatenga	Pensa	Mo Boulga	80	81	83	100	50
22	Sanmatenga	Pissila 1	Nabmaneguem	73	63	81	100	47,75
23	Sanmatenga	Ziga	Leba Prive	85	58	67	100	50
24	Sanmatenga	Ziga	Ouagoule	82	67	74	96,66	50
Moyenne générale par indicateur				**79**	**67**	**69**	**97**	**49**

Annexe 2: Outils de collecte